

tional Review. L'utilisation d'Alexandrie comme base britannique a constitué un élément de sécurité pour les communications interimpériales. M. Casey a manifesté une inquiétude tout aussi profonde; il peut difficilement croire que la décision de retirer les troupes d'Égypte a fait le sujet de sérieuses consultations avec les dominions. Pour sa part, M. Menzies, ancien premier ministre d'Australie et maintenant chef de l'opposition là-bas, s'est exprimé en termes énergiques à propos de la décision qui a été prise à notre insu sur une question dont pourra dépendre le sort de l'Australie advenant une autre guerre. Sa déclaration a paru dans *Argus*, numéro du 9 mai 1946. La réaction du public devant la nouvelle que le gouvernement impérial abandonnait le canal de Suez a été notée avant qu'on sache définitivement que les dominions n'avaient pas été consultés.

Le *Daily Express* du 18 mai dernier, que j'ai consulté à la salle de lecture, résume ainsi la situation:

Liquidation:

Canal de Suez, veine jugulaire de l'Empire britannique—l'Inde, cœur de l'Empire.

Toute menace à l'une de ses parties serait néfaste pour l'ensemble de l'Empire.

On a aussi renoncé à la préférence britannique. J'ai tenté en vain de me renseigner sur l'attitude du Canada. Ces trois chocs viennent de l'intérieur et non de l'extérieur de l'Empire. Aucune de ces décisions n'était nécessaire; toute atteinte à l'une quelconque de ses parties sera fatale à l'avenir de l'Empire.

L'Empire britannique, dis-je, se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. J'ai fait mention de l'Inde où une commission mal-faisante siège présentement. J'ajoute que le maintien d'Alexandrie comme base britannique assurait la sécurité des voies de communication impériales et que la mesure qu'on a prise n'était pas nécessaire.

Je tiens à dire quelques mots de l'Association parlementaire de l'Empire à laquelle le Parlement canadien a versé \$25,000 l'an dernier. Depuis de nombreuses années, cet organisme fait de l'excellent travail. Je constate cependant, avec regret, que les délégués au congrès des Bermudes se sont trop intéressés aux joutes de golf, aux excursions, aux banquets, aux thés et aux réceptions de toutes sortes, pour bien accomplir leur tâche d'importance impériale. Cette réunion a dégénéré en conférence panaméricaine et a complètement oublié l'Empire, à mon avis que je donne à titre de vieux membre de la section canadienne de cette association.

Nous sommes à la veille d'envoyer des délégués à la conférence de la paix. Ainsi que je l'ai toujours dit, le rôle de la Grande-Bre-

tagne et des Dominions, à cette conférence, sera nul ou insignifiant, s'ils ne savent s'unir. N'eût été l'appui des Dominions, la métropole aurait perdu la guerre. Les Dominions doivent s'unir pour survivre; aucun d'eux n'est capable de tenir le coup seul.

On sait que le partage de l'Europe a été arrêté, à Yalta et à Moscou, par les Trois Grands. La France n'a pas eu voix au chapitre. MM. Churchill, Staline et Roosevelt étaient à Yalta. MM. Byrnes, Staline et Attlee à Moscou. Le partage de l'Europe a, à toutes fins pratiques, été décidé à Yalta, Moscou et Paris. La plus grave erreur de la conférence de San-Francisco a été d'accorder le droit de veto à l'une ou l'autre des trois ou quatre grandes puissances. Le droit de veto accordé pleins pouvoirs à ces trois grands alliés. La Russie n'a pas voulu de la France. La France sera toujours une grande nation. Elle est un allié indispensable à la défense de la Grande-Bretagne, qui ne doit négliger aucun appui, si elle veut avoir un mot à dire à la conférence de la paix. Si les Dominions ne conjugent leurs efforts à Paris, ils courent à leur perte. Je suis opposé à toute modification en ce qui concerne l'Union Jack et les appels au Conseil privé. Les plaideurs sont assurés d'obtenir justice lorsqu'ils s'adressent au Conseil privé.

Il y a quelques années, au cours d'un débat sur les Affaires extérieures, je disais que nous aurions dû adopter la coutume de choisir notre Gouverneur général parmi nos grands généraux. Le choix du feld-maréchal vicomte Alexander est magnifique. J'avais également proposé le feld-maréchal Montgomery. En peu de temps, le feld-maréchal Alexander a conquis l'admiration, le respect, l'affection et l'amitié de la population canadienne.

La question de la préférence impériale est parmi les plus importantes de l'heure. Je ne suis pas de ceux qui croient ce que certains honorables députés ont pu dire de lord Keynes et de ses travaux. Je relève cet entrefilet dans un récent éditorial de la *National Review*:

Sa très grande intelligence a eu des faibles, puisqu'il n'avait pas foi dans l'avenir de l'Empire et qu'il ne s'est pas senti disposé à l'appuyer. Toute sa vie est marquée au coin de ce manque de foi et de ce pessimisme. Il ne s'est pas battu pour son pays lorsqu'il était jeune homme et, plus avancé en âge, il n'a pas semblé avoir confiance dans les qualités essentielles de ses compatriotes. L'attitude qu'il a prise nous a immensément nuï à Washington. Il a pu travailler pour eux, mais sans foi dans leur avenir.

Je n'ai jamais cessé de dire que nous avons abandonné à Washington trop de nos initiatives financières, militaires, sociales et économiques. C'est ce qui est arrivé à propos de la préférence impériale et de Bretton Woods.